

Trump-Poutine : entretien « vigoureux », mais l’alchimie a fonctionné

Une trêve dans le Sud syrien devrait débuter demain à midi ; « aucun rôle » pour Assad à long terme, selon Rex Tillerson.



Donald Trump (à droite) et Vladimir Poutine, lors de leur entretien, hier, en marge du G20 à Hambourg. Carlos Barria/Reuters

Samia MEDAWAR, avec agences

Elle devait durer 35 minutes, elle aura duré 2 heures 15 minutes. Très attendue, la rencontre officielle entre le président américain et son homologue russe Vladimir Poutine en marge du sommet du G20 à Hambourg, en Allemagne, est sans aucun doute un moment charnière des relations entre les deux pays. Preuve en est la prolongation de cette entrevue qui a porté sur plusieurs dossiers, notamment l’Ukraine, la Syrie, la lutte antiterroriste et l’ingérence russe supposée dans l’élection américaine. Très vite, les deux hommes ont rivalisé d’amabilités. « C’est un honneur d’être avec vous », a ainsi déclaré Donald Trump au début de la rencontre en saluant son homologue d’une franche poignée de main. Le président américain a exprimé l’espoir que leur discussion apporte « beaucoup d’éléments très positifs pour la Russie, les États-Unis et tous ceux qui sont concernés ». « Je suis ravi de vous rencontrer et j’espère que (...) cette rencontre se soldera par un résultat positif », a renchéri M. Poutine. « Nous avons parlé au téléphone, mais les conversations téléphoniques ne sont jamais suffisantes », a aussi souligné le maître du Kremlin. Ce premier tête-à-tête aura donc été prometteur. Pour Rex Tillerson, une « alchimie positive » a uni les

deux hommes. Tant et si bien qu’ils ne voulaient plus se quitter et qu’il a fallu l’intervention de Melania Trump, épouse du président américain, pour y mettre fin. Rien à voir avec la distance qui séparait l’ancien président américain Barack Obama et M. Poutine. Il était pourtant crucial pour Donald Trump d’« éviter de souscrire à l’image selon laquelle il était le candidat du Kremlin », d’où le choix du G20 comme premier lieu de rencontre officielle, selon Cyrille Bret, enseignant à Sciences Po (Paris) et directeur du site de géopolitique EurAsia Prospective. C’est probablement pour cette raison, également, que le président américain a dénoncé, la veille à Varsovie, le « comportement déstabilisateur » de la Russie. Aussi le chef de la Maison-Blanche était-il très attendu sur la question des ingérences russes dans l’élection américaine, alors que des pressions de plus en plus fortes se font ressentir au sein de son administration. Il y a eu un « échange très long et très vigoureux » entre les deux chefs d’État, a déclaré à la presse Rex Tillerson, estimant que les interférences russes constituaient « un obstacle significatif » dans les relations entre les deux pays. Donald Trump « a insisté à plusieurs reprises auprès du président Poutine au sujet de l’ingérence russe », a dit le chef de la diplomatie américaine, ajoutant que le président russe avait « démenti une telle implication, comme il l’avait fait dans

le passé ». La délégation russe a eu toutefois une autre interprétation de l’entretien entre les deux dirigeants. Pour Moscou, en effet, Donald Trump, a « accepté » les dénégations russes sur ce sujet très sensible.

Avancées syriennes

Peu après la rencontre, le secrétaire d’État américain Rex Tillerson, qui accompagnait le président Trump, a annoncé que les États-Unis, la Russie et la Jordanie ont conclu une trêve dans les régions de Deraa, Quneitra et Soueida, dans le Sud-Ouest syrien, dès dimanche midi heure locale, la première dans la région en 6 ans de guerre. « C’est la preuve que les États-Unis et la Russie sont capables de travailler ensemble en Syrie », a déclaré Rex Tillerson. De son côté, le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov a précisé que dans un premier temps, « la sécurité autour de cette zone sera assurée par des forces et moyens de la police militaire russe en coordination avec les Jordaniens et les Américains ». Plus significatifs encore, les propos qu’a tenus Rex Tillerson sur le président syrien Bachar el-Assad. Selon lui, l’administration Trump ne voit « aucun rôle » pour le président Assad en Syrie à long terme, bien que les modalités de ce départ soient encore « à déterminer ».

L’opposant russe Alexei Navalny remis en liberté

L’opposant numéro un au Kremlin, Alexei Navalny, a retrouvé la liberté hier après 25 jours passés en détention administrative pour l’organisation en juin à Moscou d’une manifestation anticorruption d’ampleur dans les rues de Moscou, interdite par les autorités. « Je suis très heureux d’être de retour au bureau. Je suis très heureux que tout le monde ici soit énergique et d’humeur joyeuse », a déclaré M. Navalny dans les locaux du Fonds de lutte contre la corruption,

Assombries par plusieurs questions, comme le couac diplomatique impliquant les fonctionnaires russes renvoyés des USA en décembre 2016 par Barack Obama pour espionnage et les accusations d’ingérence russe dans l’élection présidentielle américaine, les relations russo-américaines pourraient bel et bien connaître une – légère – embellie grâce au dossier syrien. Rien d’étonnant : les États-Unis sont présents en Syrie officiellement pour conseiller et pour armer les Forces démocratiques syriennes (FDS) qui luttent contre le groupe État islamique. Mais les relations se sont tendues entre le régime de Damas et les forces soutenues sur place par Washington, qui a abattu le 18 juin un avion syrien en expliquant que l’appareil menaçait des FDS. Et les 60 missiles Tomahawk tirés par l’armée américaine sur la base aérienne d’al-Chayraate, deux jours après l’attaque chimique de Khan Cheikhoun qui a fait 88 morts, ont suscité de vives réactions de la part de Moscou. Toute positive qu’elle soit, la rencontre Trump-Poutine ne déterminera pas nécessairement les relations entre les deux pays, en tout cas pas dans l’immédiat. Pour Cyrille Bret, « l’état de tension est structurellement élevé, donc c’est la reprise de discussion qui prime, et c’est déjà beaucoup ».

l’organisation qu’il a créée pour dénoncer la corruption des élites. La police a transféré à la dernière minute Alexei Navalny dans un autre centre de détention pour le remettre en liberté, loin des caméras et des journalistes, selon sa porte-parole Kira Iarmich. A la veille de sa libération, la police avait investi le local de campagne moscovite de M. Navalny, en bloquant l’accès et emportant ordinateurs, affiches et tracts de campagne.

tervention turque à Chypre et la présence illégale des troupes turques sur l’île », a déploré le porte-parole de la délégation chypriote-grecque, Nikos Christodoulides. « Ce résultat n’est en rien positif, mais ce n’est pas la fin de la route », a-t-il ajouté devant les journalistes. Son homologue turc a pour sa part estimé que cet échec « montre qu’une résolution ne peut pas être trouvée avec les paramètres de la mission de bons offices de l’ONU ». Selon une source proche des négociations, durant les échanges autour de la table des négociations, « il y a eu des gens qui hurlaient, beaucoup d’émotions ».

Source : AFP

REPORTAGE

Hambourg en état de siège pour l’ouverture du G20

Voitures incendiées, volutes de fumée au-dessus de la ville et Melania Trump bloquée dans sa résidence : le centre de Hambourg était en état de siège pour l’ouverture du sommet du G20, hier. « Un policier a été attaqué par des personnes violentes dans le quartier de Schanzenviertel et a procédé à un tir de sommation », indique sur son compte Twitter la police de Hambourg. Le policier a « pu finalement prendre la fuite dans un magasin et se mettre ainsi en sécurité », selon la même source. « Les manifestations violentes mettent des vies en péril (...) et sont pour cette raison inacceptables », a condamné la chancelière allemande Angela Merkel, hôte du sommet des dirigeants des vingt plus grandes puissances de la planète. La police locale a demandé des renforts face à cette situation. Et le ministre de l’Intérieur de Hambourg Andy Grote a dénoncé une « violence radicale, insensée et aveugle ». À l’ouverture du sommet, des milliers de manifestants sont, comme la veille, sortis dans la rue, avec, cette fois, l’objectif de bloquer l’accès de l’enceinte de la réunion aux délégations officielles. Ils ont en tout cas réussi à ralentir les cortèges, tentant de se frayer un chemin au milieu de l’agitation, et perturber quelque peu le début des tractations du G20. Les pneus de véhicules de la délégation canadienne ont été crevés, selon les forces de l’ordre. Surtout : l’épouse du président américain Donald Trump a dû rester une bonne partie de la journée dans sa résidence en raison des affrontements aux alentours. « Elle n’a pas pu participer au programme des épouses (des dirigeants du G20) aujourd’hui, un programme dont elle se réjouissait à l’avance », a dit sa porte-parole Stephanie Grisham.

Et, en début de soirée, les manifestants se dirigeaient vers la grande salle de concert de la ville, la toute nouvelle Philharmonie de l’Elbe, pour tenter de perturber une soirée prévue pour les dirigeants du G20. De nombreuses voitures ont été incendiées, dont certaines de la police, et des volutes d’une fumée noire ont recouvert une partie du centre de Hambourg et du quartier attenant d’Altona, en début de matinée. À Altona, certaines rues offraient

un spectacle de désolation, avec des voitures calcinées et des restes de barricades. « Avec 200 personnes, nous avons montré à des millions d’autres qu’il est possible de porter la protestation dans la rue, qu’on ne doit pas accepter tout ce qui vient d’en haut », a dit un des protestataires, sans vouloir donner son nom par crainte de représailles de la police.

« État d’urgence »

Tout autour : un ballet continu d’hélicoptères de la police. Pour Benjamin Laub, 53 ans, tout cela a des allures « d’état d’urgence ». « Cela fait une semaine qu’on entend les hélicoptères en permanence, les bus sont à l’arrêt, les gens laissent leurs voitures garées chez eux, et, pour la première fois en Allemagne, je prends mon passeport avec moi en sortant » pour les contrôles policiers, proteste-t-il. Des manifestants ont aussi tiré hier des fusées éclairantes en direction d’hélicoptères. La police a fait état de 160 blessés légers dans ses rangs et de 70 interpellations. Les protestataires parlent, eux, de plusieurs blessés graves dans leur camp. En plusieurs endroits de la ville, aux carrefours stratégiques conduisant vers le centre de congrès où se tient le G20, des rassemblements, sit-in et chaînes humaines sont organisés. À chaque fois, le même scénario : les canons à eau ne tardent pas à arriver pour dégager les protestataires. Visée par des jets de peinture noire, la police fait aussi usage de gaz lacrymogène. Un peu plus loin, des manifestants munis de parapluies bariolés pour se protéger, assis par terre, restent placides malgré les jets d’eau des camions de la police qui les trempent.

Selon les autorités, jusqu’à 100 000 manifestants devraient battre le pavé sur plusieurs jours, en marge de ce sommet du G20, le premier de Donald Trump, où les dirigeants se disputent sur le climat et le commerce.

Quelque 20 000 policiers venus de toute l’Allemagne ont été déployés dans la grande cité portuaire à l’occasion du sommet face aux risques d’attentat et de débordement.

Yannick PASQUET et Frank ZELLER/AFP

FRANCE

Des juges vont enquêter sur un déplacement de Macron à Las Vegas

L’enquête sur le déplacement d’Emmanuel Macron en janvier 2016 à Las Vegas, qui fragilise la ministre du Travail Muriel Pénicaud, s’accélère : des juges d’instruction ont été désignés hier pour poursuivre les investigations. « Au vu des premiers éléments de l’enquête préliminaire » ouverte le 13 mars, le parquet de Paris a annoncé l’ouverture vendredi (hier) d’une information judiciaire contre X pour « favoritisme et recel de favoritisme ». La ministre du Travail a déclaré dans un communiqué succinct « prendre acte » de l’ouverture de la procédure, maintenant « avec la plus grande fermeté (n’avoir) rien à se reprocher ».

Au centre de l’affaire : une soirée le 6 janvier 2016 à Las Vegas, en plein Consumer Electronics Show (CES), grand-messe mondiale de l’innovation technologique, au cours de laquelle Emmanuel Macron, alors ministre de l’Économie, avait rencontré des dirigeants de start-up françaises.

Business France, agence publique dirigée à l’époque par la ministre du Travail Muriel Pénicaud, est soupçonnée d’avoir enfreint la réglementation sur les marchés publics en ne faisant pas d’appel d’offres pour l’organisation de l’événement, confiée au géant de la communication Havas en décembre 2015. Havas percevra 289 019 euros, après renégociation. « La mise en concurrence n’a pas eu lieu concomitamment entre les trois prestataires contactés », Apco, Publicis et Havas, écrit le cabinet E&Y dans un audit rendu en juillet 2016, d’après une source proche du dossier. De son côté, l’agence de communication fait valoir qu’elle a signé avec Business France le 23 juin 2015 un contrat-cadre sur « la promotion de l’attractivité économique de la France » notamment aux États-Unis. « Nous avons toujours cru opérer dans le cadre de ce contrat-cadre, remporté par Havas à l’issue d’un appel d’offres, et pour nous le marché de Las Vegas ne nécessitait donc pas de mise en concurrence spécifique », a-t-on dit dans l’entourage du groupe publicitaire. Révélé par *Libération*, l’audit d’E&Y relève aussi qu’il n’y aurait eu « aucun bon de commande, aucun devis réalisé, aucun contrat signé, aucune

facture », une situation susceptible d’engager la responsabilité pénale des auteurs ».

« Synthèse biaisée »

Muriel Pénicaud est suspectée d’avoir été informée en amont de dysfonctionnements. Les enquêteurs de l’office anticorruption de la police judiciaire ont notamment saisi le 20 juin, lors d’une perquisition chez Havas et Business France, un courriel du 11 décembre 2015 de Fabienne Botth-Chesneau, à l’époque directrice de la communication de l’organisme, qui peut suggérer que sa patronne a été « briefée » à propos des difficultés rencontrées. La ministre est aussi soupçonnée de n’avoir informé son conseil d’administration qu’en décembre 2016, six mois après avoir reçu le rapport d’E&Y, et d’en avoir présenté « une synthèse biaisée », d’après *Libération*. L’ouverture de l’information judiciaire rend désormais envisageable l’option d’une mise en examen de Muriel Pénicaud sous condition que les juges d’instruction réunissent des « indices graves ou concordants » à son encontre. « On parle quand même juste d’un dépassement d’un seuil de marché public pour une manifestation internationale qui s’est tenue à Las Vegas, mais s’il y avait une mise en examen de Muriel Pénicaud, elle devrait quitter le gouvernement », a dit mardi le porte-parole du gouvernement, Christophe Castaner. L’affaire tombe mal pour Muriel Pénicaud, en première ligne dans la réforme du code du travail, promesse phare d’Emmanuel Macron, qui doit être adoptée par ordonnance en Conseil des ministres d’ici au 20 septembre. Une fois cette réforme validée par l’Assemblée nationale, Muriel Pénicaud doit s’atteler à un autre chantier important : la réforme de l’assurance chômage, autre promesse de campagne du président. L’enquête porte aussi sur le rôle qu’aurait pu jouer certains membres du cabinet d’Emmanuel Macron à Bercy. Le président français et son cabinet « sont totalement hors de cause », avait dit le 8 mars le ministre des Finances Michel Sapin, après les premières révélations du *Canard enchaîné* sur la soirée controversée.

Source : AFP

Le G20 prend acte de l’isolement des États-Unis

Le sommet du G20 compte prendre acte de l’isolement des États-Unis sur le climat en soulignant que tous les autres États du forum appliqueront l’accord de Paris, selon un projet de communiqué final obtenu par l’AFP. « Nous prenons note de la décision des États-Unis de se retirer de l’accord de Paris », dit ce texte, qui ajoute que les dirigeants des autres

pays considèrent eux l’accord de lutte contre le réchauffement comme « irréversible ». S’ils endossent ce document, les dirigeants signifieront aux États-Unis qu’il n’y aura pas de retour ou de renégociation totale de l’accord de Paris. Même si la porte reste ouverte pour les États-Unis s’ils devaient reconsidérer un jour leur position.

DIPLOMATIE

Nouvel échec des négociations pour réunifier Chypre

Des négociations marathons en Suisse, destinées à trouver une solution au conflit de Chypre vieux de plus de 40 ans, se sont soldées par un échec hier. Les discussions ont échoué sur des questions épineuses, comme le retrait des troupes turques du nord de l’île méditerranéenne, les garanties de sécurité d’un futur État et la volonté de la Turquie de maintenir des droits d’intervention, selon des sources diplomatiques. L’île de Chypre, qui compte un million d’habitants, est divisée depuis l’invasion en 1974 par l’armée turque de son tiers nord, en réaction à un coup d’État visant à rattacher le pays à la Grèce, qui avait inquiété la communauté chypriote-turque. De-

puis, la République de Chypre, admise au sein de l’Union européenne en 2004, n’exerce son autorité que sur la partie sud où vivent les Chypriotes-Grecs. Dans le tiers nord occupé, les Chypriotes-Turcs ont autoproclamé la République turque de Chypre du Nord (RTCN), reconnue uniquement par Ankara. De multiples séries de négociations ont eu lieu ces dernières décennies pour tenter de rapprocher les vues des deux communautés. En vain. La dernière en date, qui s’est déroulée du 28 juin au 7 juillet dans la station alpine suisse de Crans-Montana, s’est aussi conclue sans accord. Pourtant, ces intenses pourparlers sous l’égide de l’ONU avaient été présentés comme

la meilleure chance pour trouver une solution. « Je suis profondément déçu de vous informer que, malgré l’engagement et la détermination de toutes les délégations et des différentes parties sur place, la conférence sur Chypre s’est conclue sans parvenir à un accord », a annoncé le patron de l’ONU Antonio Guterres aux journalistes.

« Pas la fin de la route »

Les Chypriotes-Grecs ont aussitôt accusé la partie rivale du nouvel échec. « En dépit des efforts colossaux, aucune avancée n’a malheureusement pu être réalisée, en raison de l’insistance de la partie turque à maintenir le Traité des garanties, l’in-